

**MINISTERE DE L'URBANISME, DE
L'HABITAT, DE L'HYDRAULIQUE URBAINE,
DE L'HYGIENE PUBLIQUE ET DE
L'ASSAINISSEMENT**

**AGENCE DE LA PROPRETE DU SENEGAL
(APROSEN)**

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2008 - LOT 1**

RAPPORT DEFINITIF

DECEMBRE 2009

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	6
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	9
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	13
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	17
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	21
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	26

ANNEXES

Annexe n°1	Commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire
Annexe n°2	Réponse de l'Auditeur

OPINION DE L'AUDITEUR

Commentaires préalables à l'opinion de l'Auditeur
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

Types d'opinion retenus par l'Auditeur

Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence**. **Ex** : non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc...).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par **l'Agence de la Propreté du Sénégal (APROSEN)** au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du **Code des Marchés Publics (décret 2007-545 du 25 avril 2007)**, complété par le **décret 2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** et par le **décret 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**. Il a été également pris en compte les dispositions des Arrêtés et Circulaires pris en application de ces décrets.

Constats à l'issue des travaux de la revue

Au plan institutionnel, APROSEN a fonctionné, en ce qui concerne les Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) avec une commission interne, non créée par un acte réglementaire ; par ailleurs, ni la Cellule de Passation des Marchés, ni la Commission des Marchés n'ont produit respectivement les rapports trimestriels et le Rapport Annuel sur les marchés passés au titre de la gestion 2008.

Au plan de la passation des marchés, des violations significatives ont été décelées par l'Auditeur :

- attribution de marchés à des soumissionnaires qui n'étaient pas les moins-disants ;
- non transmission de dossiers à la DCMP pour des examens a priori, alors que les seuils fixés étaient atteints ;
- dépenses significatives exécutées hors de toute procédure d'appel d'offre ou de soumission à l'autorisation préalable de la DCMP (cf. marché de collecte et de dépôt des ordures) ;
- documents de livraison ou de réception non joints aux factures, non attestation du « service fait » sur d'autres prestations de services ;
- règlements en sus effectués au profit de fournisseurs / prestataires.

Conclusion de l'Auditeur

Les constats ci-avant amènent à l'expression de la part de l'Auditeur d'une opinion « Performance non satisfaisante » en ce qui concerne APROSEN pour la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**

**1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET
PROCEDURES DE PASSATION DES
MARCHES**

1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

▪ Dispositif institutionnel

Le décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n°2007- 546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministre de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés.

Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 PM du 28/12/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux , en fonction de seuils de marchés fixés :
 - examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
 - examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
 - examen juridique et technique des marchés.

(se reporter à l'Annexe n°1)

- **L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

▪ Procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

■ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

■ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

■ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE

2-1 Spécificités de la Gestion 2008

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés régis par le décret n°2007-545 (nouveau Code).

2-2 Objectifs de l'Audit

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés ;
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission

2-3-1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008.
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

2-3-2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante

Cette étape –importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- Rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-3 Constitution de l'échantillon

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-4 Revue détaillée des marchés retenus

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE
CONTRACTANTE**

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'Agence nationale de la Propreté du Sénégal (APROSEN), est un organisme public d'appui conseil et d'aide à la prise de décision dans le domaine de la salubrité. Il a été créé par le décret 2006-08 du 09/01/2006, portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale de la Propreté du Sénégal (APROSEN).

Ledit décret abroge :

- le décret 2001-257 du 29 mars 2001 portant création de l'Agence pour la propreté de Dakar (APRODAK),
- le décret 2005-268 du 25 mars 2005 portant mise à disposition de l'APRODAK à l'Entente Intercommunautaire de Dakar.

Depuis 2006, l'Agence a été sous tutelle du Ministère des Collectivités locales, puis du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels et enfin du Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique urbaine, de l'Hygiène Publique et de l'Assainissement.

3.1 Objectifs et missions

L'APROSEN a pour objectifs et mission :

- d'élaborer, pour le compte de l'Etat, de politiques et programmes de lutte contre l'insalubrité ;
- d'assister les Collectivités locales dans la planification et la mise en œuvre de leurs programmes ;
- d'assurer le suivi évaluation des activités de lutte contre l'insalubrité ;
- de réaliser des études et recherches aux plans technique, financier et réglementaire, pour l'amélioration de la salubrité du cadre de vie ;
- de promouvoir l'installation d'infrastructures et d'équipements appropriés de lutte contre l'insalubrité ;
- de mettre en place une base de données sur la salubrité du cadre de vie ;
- d'assurer une veille technique, réglementaire et juridique en matière de salubrité publique ;
- de renforcer les capacités des acteurs intervenant dans la lutte contre l'insalubrité ;
- de développer l'information, l'éducation et la sensibilisation du public et appuyer les initiatives de base en matière de salubrité ;

- de faciliter le partenariat et d'appuyer les Collectivités locales dans le cadre de la coopération internationale et/ou décentralisée ;
- de mettre en place et d'animer des cadres de concertation en vue de l'harmonisation des objectifs sectoriels de gestion du cadre de vie ;
- de susciter la synergie entre les différents partenaires (Etat, Collectivités locales, ONG, populations, partenaires au développement et autres partenaires techniques et financiers) ;
- de réaliser toutes autres actions entrant dans le cadre de sa mission et qui lui seraient confiées par l'Etat.

3.2 Ressources

Le fonctionnement et les programmes de l'APROSEN sont financés par diverses sources dont :

- une dotation annuelle allouée par l'Etat pour les charges et dépenses afférentes aux missions de l'Agence,
- des ressources mises à disposition par les partenaires au développement en vertu de conventions et accords conclus avec le Gouvernement,
- des subventions, dons, legs ou libéralités faits par des pays partenaires, des collectivités locales de pays partenaires, des organisations non gouvernementales ou tout autre organisme national ou international, conformément à la réglementation en vigueur,
- des redevances et participations versées par les bénéficiaires en contrepartie des services et autres prestations fournis par l'Agence,
- toutes autres affectations de fonds provenant de taxes spécifiquement dédiées à la couverture des missions de l'Agence.

Budget de la gestion 2008

Les ressources mobilisés ont été chiffrées dans le **rapport d'activité 2008** mis à notre disposition à **un milliard deux cent vingt six millions cinq cent quatre vingt dix neuf mille (1 226 599 000) francs CFA**, détaillé comme suit :

- **dotation du budget de l'Etat** pour les charges et dépenses afférentes aux missions de l'Agence : **trois cent millions (300 000 000) de francs CFA** ;
- **dotation allouée dans le cadre du Budget Consolidé d'Investissement (BCI)** pour l'appui aux Collectivités locales et l'opérationnalisation des éco-quartiers : **huit cent cinquante millions (850 000 000) francs CFA** ;
- **dotation complémentaire** pour la prise en charge des opérations d'assainissement à Tivaouane et Ndiassane : **cinquante millions (50 000 000) Francs CFA** ;

- *recettes issues des cessions de poubelles réglementaires* : vingt trois millions sept cent sept cent soixante quinze mille (23 775 000) ;
- *redevances des prestations diverses* : deux millions huit cent vingt quatre mille (2 824 000) francs CFA.

<p>4- SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE</p>
--

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION

4-1 Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère

La circulaire N°0005/PM du 28/12/2007, édictait la mise en place des Cellules de passation des marchés dès sa réception.

Les membres de la Commission des Marchés du Ministère de tutelle ont été nommés par l'arrêté N°01696/MUHHHA/DAGE du 04 mars 2008 du Ministre d'Etat, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique urbaine, de l'Hygiène Publique et de l'Assainissement et ceux de la Cellule de passation des marchés par l'arrêté N°01695/MUHHHA/DAGE à la même date.

La Commission des Marchés est composée de quatre (04) membres et deux (02) suppléants.

La Cellule de Passation des Marchés est composée d'un Coordonnateur (Conseiller Technique) et d'un suppléant.

Par correspondance N°00251/APROSEN/DG/SP du 14 mars 2008, l'Agence a communiqué au Ministère la liste des trois agents représentant l'Agence à la Commission des Marchés du Ministère ainsi que leurs attestations de prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics, datées du 21 février 2008 et portant signatures.

Il s'agit :

- du Directeur des Programmes et du Suivi évaluation,
- du Directeur Administratif et Financier, et
- du Directeur de l'Information, de la Communication et de la Formation.

Les membres de la Commission des Marchés et ceux de la Cellule de Passation des Marchés sont en conformité respectivement avec les dispositions de l'Arrêté n°11588 et 11586 du Ministère de l'Economie et des Finances du 28/12/2007, au plan de leur nomination, de leur nombre et de leur niveau hiérarchique (niveau cadre ou assimilé).

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés ont été mises en place de manière tardive, au mois de Mars 2008.

4-2 Fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés :

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

Les marchés passés selon le mode « Demandes de Renseignements et de Prix » ont été suivis, du lancement de la lettre d'invitation jusqu'à l'adjudication, par une Commission interne à l'Agence sous la présidence

du Directeur Général. La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de tutelle n'y ont pas été associés. Or, il ressort des dispositions de l'Arrêté n° 11588 que cette Commission interne aurait dû être créée à la suite d'un acte réglementaire.

4-3 Conservation et archivage des informations relatives aux marchés

Chaque dossier relatif à un marché présenté à l'auditeur a été conservé dans des boîtes d'archive ou des chemises à rabats et chaque étape (lancement, évaluation, attribution et paiement) est archivée dans une chemise.

Problème identifié par l'Auditeur :

Des pièces essentielles (PV, rapport, DAO ou DRP) ont, dans certains cas, manqué au classement et il a fallu les réclamer.

4-4 Rapports périodiques :

- Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n° 11588 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2008.
- Le Rapport Annuel sur les marchés publics 2008 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2009, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas été produit.

RECOMMANDATIONS

L'Auditeur recommande que :

- La Commission interne mise en place par APROSEN soit créée sur la base d'un acte réglementaire pris par le Ministère de tutelle ;
- Les rapports prévus par le Code des Marchés soit périodiquement établis et transmis à la DCMP et à l'ARMP.

Points de vérification de l'organisation institutionnelle

Non de l'Autorité Contractante : Agence de la Propreté du Sénégal (APROSEN)

N°	Rubriques	Constats, remarques et commentaires	Notation(*)
01	Commission des Marchés	Des représentants de l'Agence ont été nommés tardivement, le 14 mars 2008 à la Commission des Marchés du Ministère, elle-même créée le 04 mars 2008 .	3
02	Cellule de passation des Marchés	La Cellule de Passation des Marchés est celle du Ministère. Cependant, elle n'a pas été associée à l'essentiel des marchés, objet de la revue ; 75 % des marchés ont été passés sous forme de DRP. Rapports périodiques non établis. L'archivage des documents de marché gagnerait à être amélioré.	3
03	Capacités en matière de Passation des Marchés	Trois des cinq personnes intervenant dans la gestion des marchés ont, bénéficié de séminaires organisés par l'ARMP. Il s'agit du DAF (3 séminaires), des deux Assistantes, Administrative et Comptable (chacune 1 séminaire).	1
04	Conclusions	L'auditeur a remarqué que le Directeur Administratif et Financier gère les marchés, de l'élaboration des dossiers (DAO, DRP) aux paiements. Cette situation ne donne pas suffisamment de garanties de transparence en ce qu'il y a cumul de fonctions.	3

(*) Système de notation :

Qualificatif de la performance	notation
Performance satisfaisante	1
Performance moyenne	2
Performance non satisfaisante	3

Ce système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

5. SYNTHÈSE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

5-1 Plan de Passation des Marchés / Avis Général de Passation des Marchés

Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation de Marchés de l'Agence n'a été transmis à la Direction Centrale des Marchés Publics qu'à la date du **06 mars 2008** par correspondance N° 000206/ APROSEN/DG/DAF. A ce propos l'Auditeur a noté ce qui suit :

- cinq (05) marchés ont été prévus dans le plan de passation de marchés pour une enveloppe de quatre cent quatre vingt neuf millions (489 000 000) ;
- un (01) seul a été exécuté (soit 20 % en termes de nombre et 15,34 % en termes de valeur) ;
- un (01) n'a pas fait l'objet d'attribution.

Avis Général de Passation des Marchés

L'Avis Général de Passation des Marchés a été publié dans le Quotidien national « Soleil » **du 21 février 2008**.

5-2 Tableau de synthèse des marchés passés par l'APROSEN et de l'échantillon constitué par l'Auditeur

Au titre de la gestion 2008, l'APROSEN a lancé huit (08) marchés dont deux (02) selon le mode « Appel d'Offres Ouvert (Appel d'Offres National) » et six (06) selon le mode « Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) ».

Le tableau de synthèse et l'échantillon constitué sont décrits ci-après.

Liste des marchés passés par méthode de passation :

A/ FOURNITURES ET EQUIPEMENTS

1/ Appel d'Offres National :

- Appel d'Offres N° 001/VE/08 portant acquisition de véhicules en deux lots exécuté ;
- *Appel d'Offres N° PB/02-08 portant acquisition de poubelles réglementaires ajourné à l'issue de l'évaluation des deux offres reçues*

2/ Demandes de Renseignements et de Prix

- Acquisition de sacs poubelles
- Acquisition de matériels informatiques
- Acquisition de petits matériels de nettoyage
- Acquisition d'ouvrages (livres)

B/ Services Consultants

- Sélection d'un Commissaire aux Comptes
- Renforcement de capacité

C/ TRAVAUX

- Ouvrages d'assainissement autonomes

La présente revue porte sur les marchés suivants :

i/ marchés normalement lancés

- Appel d'Offres N° 001/VE/08 portant acquisition de véhicules en deux lots exécutés,
- Sélection d'un Commissaire aux Comptes,
- Acquisition de sacs poubelles,
- Acquisition de matériels informatiques,
- Acquisition de petits matériels de nettoyage,
- *Appel d'Offres N° PB/02-08 portant acquisition de poubelles réglementaires ajourné à l'issue de l'évaluation des deux offres reçues.*

ii/ acquisitions de valeurs élevées réalisées hors marches

L'Auditeur a identifié des dépenses effectuées par l'Agence, **en dehors de toute procédure** de passation de marchés. Ces dépenses ont fait l'objet d'un contrôle de la part de l'Auditeur. Elles s'analysent comme suit :

- Prestations de Collecte **pour un montant de 130 569 000 F CFA**,
- Des réparations de véhicules,
- Des achats de carburant,
- L'achat de pièces de rechange : 61 489 885.

**QUALITE TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS
DE PASSATION DE MARCHES**

1. ACQUISITIONS REALISEES AU REGIME DE PASSATION DE MARCHES

Mode de passation des marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la revue	
	<i>nombre</i>	<i>montants</i>	<i>nombre</i>	<i>montants</i>
Appels d'offres Ouverts (AOO)	01	71 623 000	01	71 623 000
Appels d'offres restreints (AOR)	00	00	00	00
Prestations Intellectuelles (PI)	02	12 836 000	01	12 036 000
Demandes de renseignements et de prix (DRP)	05	61 875 165	03	47 237 490
Ententes Directes (ED)	00	00		00
TOTAL	08	146 334 165	05	131 696 490
POURCENTAGE	100 %	100 %	62,5 %	90 %

2. DEPENSES EFFECTUEES HORS PASSATION DE MARCHES

L'auditeur a constaté, dans l'exploitation de documents comptables (balances des comptes, Grand livre des tiers), des dépenses de biens et de services portant sur des montants significatifs, hors marché.

Parmi ces paiements il a paru pertinent de voir quatre opérations :

- 1) Prestations de Collecte **pour un montant de 130 569 000 F CFA**
- 2) Des réparations de véhicules
- 3) Des achats de carburant
- 4) L'achat de pièces de rechange

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
01	Plan de Passation de Marchés	Le plan de la Passation des Marchés a été tardivement publié. Sur cinq marchés portés au plan de passation de marchés, un seul a été réalisé	2
02	Avis Général de Passation de Marché	L'Avis a été lancé dans le « SOLEIL » du 21 février 2008. Cependant aucune Demande de Renseignements et de Prix n'y est mentionnée (alors que 2 ont dépassé le seuil requis pour passer en AAO).	2
03	Demandes de Renseignements et de Prix	Sur huit marchés passés, sept l'on été en DRP et aucune de ces DRP n'a fait l'objet d'une publicité (même si ce n'est pas une obligation légale). 02 DRP ont été faites au-delà des seuils fixés (15 000 000). Pour deux, le marché n'a pas été attribué à l'offre évaluée la moins disante.	3
04	Délais de passation de marchés	1. Pour l'AAO : Les délais de passation (de la prise de connaissance du dossier de marché à la signature du marché) respectent les délais légaux. 2. pour les DRP les délais ont été courts (5 à 10 jours)	2
05	Procès Verbaux d'ouvertures des Plis	1. Pour l'unique marché passé en AAO, l'auditeur n'a eu aucun élément de confirmation de la communication des PV aux soumissionnaires. 2. pour les DRP les PV ne sont pas toujours explicites.	3
06	Rapports d'Evaluation	Les rapports d'évaluation ne sont pas toujours exhaustifs des critères retenus. Et la décision d'attribution n'est pas toujours clairement expliquée.	3
07	Publication des attributions	Pour l'unique marché pour lequel cette formalité est requise, les avis d'attributions provisoire et définitive ont été publiés dans les « SOLEIL » des 23/07/2008 et 10/08/2008. Pour les DRP, à part les notifications de marchés et de rejet (sans explications), il n'existe aucune communication	2
08	Recours	Aucun recours n'a été décelé par l'Auditeur	N/A
09	Gestion des marchés	La gestion des marchés n'est pas apparue comme transparente à l'Auditeur.	3
10	Archivage des dossiers	L'archivage des dossiers gagnerait à être amélioré. Certaines pièces ont fait l'objet de recherches.	2
11	Violations de la réglementation	Se reporter aux points ci-avant et aux commentaires sur les dépenses hors marchés.	3
12	Conclusions	Performance non satisfaisante.	3

6- REVUE DETAILLEE DES MARCHES

**POINT DE VERIFICATION
APPEL D'OFFRES OUVERT (AAO)**

Référence du marché : Appel d'offre N°001/VE/08

Objet du marché : acquisition de véhicules

Montant du marché : 71 623 000

Références des titulaires :

Lot 1 : 42 303 000 F CFA (TTC) - MATFORCE, 10, avenue Faidherbe

Lot 2 : 28 320 000 F CFA (TTC) - SENAGAISE DE L'AUTOMOBILE, Km 2,5 BCCD

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévision budgétaire	Le marché est inscrit dans le budget pour 75 000 000 F CFA	1
01	Plan de Passation de Marchés	Le marché est mentionné dans le Plan de Passation de Marchés	1
02	Revue du Dossier d'Appel d'Offres	<p>Le dossier n'est pas le Dossier d'Appel d'Offres type prévu par le Code des Marchés Publics qui n'a été vulgarisé qu'en décembre 2008.</p> <p>Le Dossier d'Appel d'Offres utilisé est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none">○ 1 Cahier des Clauses Générales○ 1 Cahier des Dispositions Générales○ 1 cahier des prescriptions Techniques○ 1 Modèle de présentation des Offres○ 1 formulaire de Marché○ 1 annexe (modèle d'engagement/Charte de Transparence). <p>Pour ces raisons le Dossier d'Appel d'Offres utilisé recèle des faiblesses.</p> <p>Ces faiblesses expliquent l'absence de critères pertinents de choix de la meilleure offre.</p>	3
03	Publicité	Toutes les formalités de publication ont été respectées (dans 3 journaux différents)	1
04	Ouverture des offres	Elle a été effectuée par la Commission des Marchés de la tutelle avec la présence de membres provenant de l'Agence en présence des représentants des soumissionnaires, (l'Auditeur n'a pas pu établir que le PV leur a été communiqué).	2
05	Evaluation des Offres et Proposition d'Attribution	Du fait du manque de pertinence de certains critères retenus (délais de livraison laissés à l'appréciation des soumissionnaires par ex) l'évaluation manque de rigueur.	2
06	Publication Attribution provisoire	« SOLEIL » du 23/07/08.	1

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

07	Revue du marché	Lots 1 et 2 signés le 28/07/2008 Lot 1 livré le 03/10/2008 Lot 2 livré le 14/10/2008 (Aucun des titulaires de marchés n'a pu respecter le délai de livraison proposé du fait du retard accusé par la Présidence pour délivrer l'autorisation d'acquisition de véhicules.)	1
08	Approbation et notification du Marché	La formalité de l'approbation par le Ministre dépensier n'a pas été respectée.	3
09	Publication Attribution définitive	« SOLEIL » du 10/08/08.	1
10	Contrôle et Avis de la DCMP	En l'état des pièces de dossiers qui ont été portées à la connaissance de l'auditeur, le rapport d'évaluation et de la proposition d'attribution n'ont pas été soumis à la DCMP (40 000 000).	3
11	Exécution du marché	Marché exécuté	1
12	Paiements	Paiements effectués, conformément au marché	1
13	Recours et litiges	Aucun recours ou litige n'a été porté à la connaissance de l'Auditeur	N/A
14	Vérification de l'exécution physique	Les véhicules ont été contrôlés	1
15	Violation éventuelle de la législation	L'approbation du marché n'a pas été faite par le Ministre dépensier (= 50 millions et < à 100 millions)	3
16	Conclusion	La méconnaissance du statut de la personnalité juridique de l'Agence (non dotée de la personnalité morale) d'une part, la confusion entre la notion de soumission et de lots (un marché peut être à lot unique ou composé de plusieurs lots), a entraîné le non respect de la formalité d'examen préalable du rapport d'évaluation et la DCMP et celle de l'approbation par le Ministre dépensier qui administrativement donne effet au marché. Performance non satisfaisante.	3

**POINT DE VERIFICATION
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)**

Référence du marché : DRP 807 du 28/07/2008

Objet du marché : Acquisition de matériels informatiques

Montant du marché : 11 847 200 F CFA (TTC)

Références du titulaire : SOLUTIONS NUMERIQUES. 34, rue S^t Michel, Dakar.

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	Marché prévu au budget pour 12 130 000 F CFA	1
01	Plan de Passation de Marchés	Le marché n'est pas inscrit au Plan de Passation de Marchés (non obligatoire)	N/A
02	Publicité	Pas d'Avis de Demande de Renseignements et de Prix (non obligatoire).	N/A
03	Délai accordé pour le dépôt des offres	Délai de dépôt des offres 01/08/2008 soit 05 jours. Le délai minimum étant de 15 jours.	3
04	La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq candidats ?	Liste restreinte composée de 06 candidats dont un n'a pas répondu.	1
05	Existence effective des offres	05 offres reçues.	1
06	Procédure d'ouverture des offres	Ouverture hors présence des candidats (non obligatoire).	2
07	Vérification des PV et d'évaluation des offres	Le marché n'a pas été attribué à l'offre évaluée conforme la moins-disante. o Prix du titulaire 11 847 200 F CFA Prix de l'offre conforme la moins-disant 7 443 440 F CFA	3
08	Documents contractuels	Le marché a fait l'objet d'un contrat signé le 20/08/2008. Cependant le contrat fixe le plafond ouvrant la résiliation à 25% du prix du marché sur la base de calcul d'une pénalité de 1/1000 du prix du marché par jour de retard. Ceci équivaut à 250 jours (plus de huit mois).	3
09	Exécution du contrat	Le contrat a été exécuté avec 13 jours de retard sans application de la clause de pénalité de 1/1000 du prix du marché par jour. Il n'y a pas de PV de réception	3
10	Paiements	o Bon de commande : 20/08/2008 o Livraison : 18/09/2008 paiement : 22/08/2008 (3 012 000 F CFA) et le 25/09/2008 (7 028 000) paiement d'avance sans cautionnement prévu par le contrat.	2

11	Compétitivité des prix	Si l'on réfère au prix de l'imprimante LASER HP 2015 N les prix de 4 offres varient entre 190 000 et 395 000. Les écarts de prix pour 4 articles de mêmes caractéristiques connaissent des écarts de 39 à 66 %.	3
12	Recours et litiges	Pas de recours porté à la connaissance de l'Auditeur.	N/A
13	Vérification de l'exécution physique	Non faite	-
14	Violation éventuelle de la réglementation	<ul style="list-style-type: none">• Délai de dépôt des offres trop court• Attribution non justifiée à une offre plus chère	3
15	Conclusion	Ce marché n'a respecté ni les délais réglementaires de dépôts des offres ni les normes légales d'attributions. Performance non satisfaisante.	3

POINT DE VERIFICATION Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Référence du marché : DRP 0659 du 24 juin 2008

Objet du marché : acquisition de sacs poubelles

Montant du marché : 14 868 000 F CFA (TTC)

Références du titulaire : S^{té} Générale LE TAÏF Sarl. 34, N°1952 Sicap Liberté II I, Dakar.

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	Pas de prévision budgétaire spécifique mentionnée	N/A
01	Plan de Passation de Marchés	Le marché n'est pas inscrit au Plan de Passation de Marchés (non obligatoire)	N/A
02	Publicité	Pas d'Avis de Demande de Renseignements et de Prix (non obligatoire).	2
03	Délai accordé pour le dépôt des offres	<ul style="list-style-type: none"> 10 jours (délai légal 15 jours). La lettre d'invitation ne mentionne pas d'heure de dépôt 	3
04	La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq candidats ?	Oui, 05 candidats identifiés dans la Demande de Renseignements et de Prix	1
05	Existence effective des offres	Oui, 05 offres reçues	1
06	Procédure d'ouverture des offres	L'ouverture des offres s'est faite le lendemain (vendredi 04 juillet) de la date de dépôt des offres (jeudi 03 juillet)	3
07	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	<p>1/ <u>PV d'ouverture</u> : aucun élément matériel de prorogation de la date de dépôt n'ayant été porté à l'information de l'Auditeur, 02 offres datées du 04 juillet (hors délais) ont été acceptées,</p> <p>2/ <u>PV d'évaluation</u>: des offres hors délais ont été évaluées et classées.</p>	3
08	Documents contractuels	Le marché a fait l'objet d'un contrat signé le 14/07/2008.	
09	Exécution du contrat	<p>Il a été fourni à l'Auditeur un bordereau de livraison daté du 21/07/2008.</p> <p>Le délai d'un mois porté au contrat a été respecté.</p> <p>Aucun PV, bon de réception ou Attestation de service fait n'a été versé au dossier</p>	2
10	Paielements	Le paiement a été effectué le 30/07/2008	1
11	Compétitivité des prix	L'unité de sac poubelle revient à 425 F CFA	
12	Recours et litiges	Aucun recours ou litige n'a été porté à la connaissance de l'Auditeur	N/A

13	Vérification de l'exécution physique	La vérification de l'exécution physique n'a pu être faite.	N/A
14	Violation éventuelle de la réglementation	<ul style="list-style-type: none">• Délai de dépôt des offres inférieur au délai légal.• Date d'ouverture des offres décalée de 24 heures par rapport à la date de dépôt des offres (jeudi 03 juillet)• 02 offres hors délais ont été évaluées et classées.	3
15	Conclusion	<p>L'Auditeur a constaté, sur plusieurs points, le non respect des exigences de passation des marchés par l'Agence (délai de dépôt des offres, décalage entre les dates de dépôt et d'ouverture des offres, évaluation d'offres hors délais).</p> <p>Ces faits ne garantissent pas la transparence dans la passation des marchés. Performance non satisfaisante.</p>	3

POINT DE VERIFICATION Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Référence du marché : DRP 0807 du 15 février 2008

Objet du marché : acquisition de petits matériels de nettoyage

Montant du marché : 27 898 150 F CFA (TTC)

Références du titulaire : CEMAF. Hann Mariste II, Scat Urbam S/13 - Dakar.

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	Marché prévu au budget pour 20 000 000 F CFA. Compte tenu du statut juridique de l'agence, ce marché devait faire l'objet d'AAO. Le prix du marché est supérieur à la prévision budgétaire	3
01	Plan de Passation de Marchés	Le marché n'est pas inscrit au Plan de Passation de Marchés (non obligatoire)	N/A
02	Publicité	Pas d'Avis de Demande de Renseignements et de Prix (non obligatoire).	N/A
03	Délai accordé pour le dépôt des offres	Date de la Demande de Renseignements et de Prix 15 février 2008 pour le dépôt au vendredi 22 février 2008 à 17 heures ce qui donne aux candidats 07 jours pour élaborer une offre (en deçà du délai légal)	3
04	La liste restreinte est-elle composée d'au moins cinq candidats ?	04 candidats identifiés (en deçà du nombre de 05 minimal exigé)	3
05	Existence effective des offres	04 offres enregistrées au PV dont copies ont été fournies. Cependant toutes les 04 offres sont datées du 08 janvier 2008 (la date de lancement, pour rappel, est bien le 15 février 2008)	3
06	Procédure d'ouverture des offres	La séance d'ouverture a été effectuée le lundi 25 février 2008 par une commission présidée par le Directeur Général et composée du Directeur Administratif et de l'Assistante Comptable.	3
07	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	1. <u>Le PV d'ouverture</u> : <ul style="list-style-type: none"> est daté du 25 février 2008 ne mentionne pas la présence des candidats (même si cette présence n'est pas exigée) mentionne le début des travaux à 10 heures et la fin vers 11 heures. Annonce la lecture des montants des soumissions et la désignation d'une 	3

		<p>commission technique présidée par le Directeur Administratif et Financier avec l'Assistante Comptable (rapporteur) et l'Assistante administrative (membre).</p> <p>L'Auditeur constate, sur la base des documents qui lui ont été présentés que les offres sont restées en souffrance du vendredi 22 au lundi 25 février.</p> <p>2. <u>le PV (rapport) d'évaluation des offres</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • est daté du 27 février 2008 • la commission a déclaré l'irrecevabilité de 02 offres du fait de non exhaustivité • a retenu l'offre évaluée la plus chère au motif qu'elle est « la meilleure du point de vue rapport qualité/prix » <p>l'auditeur constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que la commission a pris la liberté de majorer les prix unitaires du candidat QUINCAILLERIE LE NDIAMBOUR de 18 % or tout prix donné par un soumissionnaire sans spécification de régime doit être réputé TTC lorsque la demande de prix spécifie que les prix doivent être libellés TTC. • Que déjà le PV d'ouverture avait procédé à cet « ajustement » pour faire passer le prix de QUINCAILLERIE LE NDIAMBOUR de 23 127 500 à 27 290 450 F CFA. • Que malgré cette majoration l'offre restait toujours la moins disante et n'a pas été néanmoins retenue. 	
08	Documents contractuels	<p>Le marché a fait l'objet d'un contrat signé le 07/03/2008.</p> <p>Le contrat de marché mentionne que « les livraisons se feront au fur et à mesure des commandes et que les délais de livraison seront spécifiés sur les bons de commande.</p> <p>Sur 09 copies de chèques présentées à l'auditeur, seules 02 bons de commandes ont été présentés et l'une des copies est illisible. Sur celle qui est exploitable il est seulement mentionné « livraison : après réception du bon de commande ».</p>	3
09	Exécution du contrat	<p>L'Auditeur ne peut confirmer l'exécution du contrat du fait qu'aucun document de réception ne lui a été produit.</p>	3
10	Paiements	<p>Un total cumulé de paiement d'un montant de 27 062 622 F CFA a déjà été versé (09 copies de chèques) sur un prix de 27 898 150 F CFA.</p> <p>Le contrat devait durer 9 mois.</p>	3

11	Compétitivité des prix	L'auditeur, se basant sur l'offre écartée n'a aucune assurance que les prix de l'offre sont compétitifs.	3
12	Recours et litiges	Aucun recours ou litige n'a été porté à la connaissance de l'Auditeur.	N/A
13	Vérification de l'exécution physique	Il n'a pas été possible de vérifier l'exécution physique du marché et aucun document attestant que les livraisons ont été effectives n'a été porté à la connaissance de l'Auditeur.	3
14	Violation éventuelle de la réglementation	<p>Ce marché recèle une série de violations de la réglementation dont les plus significatives sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De passer par une DRP pour un montant supérieur à celui du seuil d'un AAO, eu égard au statut d'Agence sans personnalité morale, • des offres précédant la Demande de Renseignements et de Prix, • le rejet de l'offre évaluée la moins disante, • l'augmentation du prix d'une soumission de façon indue...). 	3
15	Conclusion	<p>Ce marché a connu beaucoup de manquements qui ne respectent aucun principe de passation de marchés.</p> <p>En effet, il n'a, en aucun moment pris en compte l'égalité des soumissionnaires, la transparence l'efficacité ou l'économie. Performance non satisfaisante.</p>	3

POINT DE VERIFICATION
Marché de prestation intellectuelle (DRP)

Référence du marché :

Objet du marché : Choix d'un Commissaire aux Comptes

Montant du marché : 12 036 000 F CFA (TTC)

Références du titulaire : GMS audit et expertise. 79, rue J. GOMIS, Immeuble Mbaye NDIAYE, 4^{ème} étage, Dakar.

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
00	Prévisions budgétaires	Oui dans une enveloppe de 57 548 621 F CFA	N/A
01	Plan de Passation de Marchés	Le marché n'est pas inscrit au Plan de Passation de Marchés (non obligatoire)	N/A
02	Publicité	Pas d'Avis de Demande de manifestation d'intérêt (non obligatoire du fait de seuil non atteint).	2
03	Etablissement de la liste restreinte	L'Agence est allée directement à la liste restreinte (Procédure normale) et a invité 04 cabinets. Seuls 02 ont déposé une proposition.	2
04	Revue de la demande de proposition	Le mode de passation retenu étant la Sélection Basée sur la Qualité technique et le Prix (avec 80 % pour la valeur technique et 20 % pour l'offre financière), les critères d'évaluation retenus dans la demande de proposition sont difficilement appréciables par ex. choix d'un cabinet sur la réputation est difficilement évaluable. Il n'y a pas d'exigence minimale pour le personnel clef en termes de profils et d'expériences. Il n'a pas été retenu de sous critères pour donner plus de pertinence à la notation.	2
05	Délai accordé pour le dépôt des propositions	<ul style="list-style-type: none"> ○ Lettre d'invitation : 27 février 2008 ○ Date limite de dépôt : 18 mars Délai de 20 jours	1
06	Procédure d'ouverture des offres	<ul style="list-style-type: none"> ○ Propositions non ouverte en séance publique (non obligatoire) ○ PV non transmis aux candidats (non obligatoire) ○ Vu le mode de passation, le PV d'ouverture spécifie que seules les propositions techniques ont été ouvertes. 	2
07	Vérification de l'évaluation des offres	<ul style="list-style-type: none"> ○ Aucune fiche individuelle de notation n'a été produite (03 évaluateurs) ○ Les choix d'évaluation retenus dans la DP ont naturellement rendu l'évaluation aléatoire. 	2

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

08	Publication d'attribution provisoire	Non requise	N/A
09	Approbation et notification du marché et, attribution définitive	L'approbation, notification du marché et l'attribution définitive ont été effectuée par la personne habilitée au vu du seuil	1
10	Contrôle et Avis de la DCMP	Non requis	1
11	Exécution du contrat	Le consultant a effectivement déposé les rapports contractuellement exigibles mais avec un retard de 06 mois.	2
12	Paiements	Le paiement a été effectué sans l'application d'une pénalité de plus de 180 jours (plus de 1 166 480 F CFA) L'explication donnée à la non application de la pénalité de retard est que les états financiers ont tardé à être produits.	2
13	Compétitivité des prix	Non vérifiée.	-
14	Recours et litiges	Pas de recours ou litige porté à la connaissance de l'auditeur	1
15	Violation éventuelle de la réglementation	Aucune violation de la réglementation n'a été constatée	1
16	Conclusion	Marché de performance moyenne	2

DEPENSES EFFECTUEES HORS MARCHES

L'exploitation des documents comptables par l'Auditeur a permis de déceler des dépenses significatives que l'Autorité Contractante a réalisées sans marchés et sans demande d'autorisation de la DCMP, sous formes d'achats directs.

Quatre (04) de ces opérations ont été retenues par l'Auditeur. Il s'agit de :

A. PRESTATIONS DE COLLECTE : MONTANT 130 569 000 F CFA

1. NATURE DES PRESTATIONS

L'Autorité Contractante a pris l'attache d'une entreprise dénommée ENTREPRISE MAKHA FALL Transports et Assainissement avec qui elle a signé deux contrats, sans mise à concurrence pour réaliser deux programmes de collecte d'ordures :

- Le Programme d'Appui à la Propreté des Cités religieuses : pour un montant de **52 630 000 F CFA** ;
- Le programme d'Appui à la propreté des Axes Routiers : pour un montant de **73 379 000 F CFA**.

L'Auditeur note que ces prestations :

- ont été retenues dans le Plan de Passation de Marchés de l'Agence remis à la DCMP ;
- mais ne figurent pas sur la liste des marchés réalisés pour la gestion 2008 produite pour les besoins de la revue ;
- Ne répondent à aucune condition d'éligibilité à la procédure de marché par entente directe du Code des Marchés Publics ;
- N'ont reçu, à sa connaissance, aucun avis de la DCMP.

a. Programme d'Appui à la Propreté des Cités religieuses

L'analyse des documents mis à la disposition de l'Auditeur a donné les résultats suivants (voir calculs en annexe) :

- i. Montant total des factures mises à disposition de l'Auditeur : 57.190.000 F
 - ii. Montant total par copies de chèques présentées : 52 260 000 F
- Différence à payer : 4 930 000 F CFA**

b. Programme d'Appui à la Propreté des Axes Routiers

L'analyse des documents mis à la disposition de l'Auditeur a donné les résultats suivants (voir calculs en annexe) :

- i. Montant total des factures mises à disposition de l'Auditeur : 73 379 000 F
 - ii. Montant total par copies de chèques présentées : 83 949 000 F
- Différence payée en plus : 10 570 000 F CFA**

2. ANALYSE DE LA FACTURATION DES PRESTATIONS

a. Programme d'Appui à la Propreté des Cités religieuses

L'analyse des factures et leur comparaison aux ordres de services n'ont révélé aucune anomalie.

b. Programme d'Appui à la Propreté des Axes Routiers

L'analyse des factures, leur comparaison aux ordres de services et à l'annexe du rapport de suivi des travaux par des personnes relevant de l'Agence ont révélé les anomalies suivantes.

- i. Les facturations d'engins non constatés par les agent ont permis d'identifier un montant de 4 460 000 F CFA indument payé sur les prestations concernant l'axe LOUGA – DAGANA ;
- ii. La facture N° 2008/07/0019 du 28/07/2008 porte sur 22 800 000 F alors que sur la base des constats d'agents de l'APROSEN basés à S^T Louis, le montant devait être 21 190 000 soit une différence facturée en plus de 1 610 000.

Pour l'ensemble des deux contrats,

- **le cumul des factures qui nous ont été soumises est de 130 569 000 F ;**
- **le cumul des copies de chèque qui nous été montrées est de 136 209 000 F ;**
- **Le Grand-livre des Tiers fait ressortir un paiement de 144 983 600 F.**

Il a ainsi été décelé un paiement indu de 14 414 600.

L'Auditeur a relevé :

1. éligibilité à la procédure d'Entente Directe : ces deux prestations ne répondent à aucune des conditions limitatives de la procédure des Marchés par Entente Directe.

2. Revue des prestations :

- La qualité des prestations n'est pas vérifiable du fait qu'elles ont été payées sur simple présentation de factures ;
- Il n'a été produit aucun PV de réception établi par une commission de réception au sens des dispositions du Manuel des Procédures de l'Agence (des rapports volumineux ont été fournis qui renseignent peu sur l'effectivité des prestations et leur conformité aux ordres de services).

3. Garanties : aucune garantie (cautionnements) n'a été prévue aux contrats qui ont été transmis à l'Auditeur.

- 4. Approbations :** le statut d'agence non dotée de la personnalité morale fait que pour les marchés d'un coût supérieur à 50.000.000 de F CFA et inférieur à 100.000.000 F CFA, l'approbation du Ministre dépensier est requise. Or, ce cas viole les dispositions de l'article 27 du Code des Marchés Publics.

B. ACHATS DE CARBURANT

L'Auditeur a constaté l'achat de carburant pour 36 943 807 F CFA directement à la Compagnie TOTAL sans appel à la concurrence en violation du seuil pour passer en AAO que le Code des Marchés Publics a fixé à 15 000 000.

C. ACHATS DE PIECES DE RECHANGE

A la suite d'un AAO de la gestion 2007, portant sur l'achat de tricycles, l'Autorité Contractante a directement passé commande de pièces de rechanges pour un montant de 61 489 885 F CFA, toujours en violation du seuil pour passer en AAO que le Code des Marchés Publics a fixé à 15 000 000.

Cependant, lors de l'interview du DAF, l'Auditeur a eu l'information que les tricycles en question avaient fait l'objet de modifications significatives (ajout de système hydraulique de basculement de la caisse de charge).

L'auditeur a demandé et obtenu copie du contrat du marché de tricycles, mais n'a vu aucune clause portant sur des pièces de rechange.

A la question de savoir quelles avaient été les formalités administratives et de procédures utilisées, (avenant, formalisation de passation de marché en entente directe, addendum au contrat), aucune réponse ne lui a été fournie.

D. DEPENSES DE REPARATION DES VEHICULES :

Les dépenses de véhicules effectuées par l'AGENCE, ont fait l'objet d'un contrôle de la part de l'Auditeur :

- par l'examen des pièces justificatives des garagistes qui lui ont été présentées ;
- par confirmation auprès des concessionnaires des prix facturés à l'Agence par les garagistes concernés.

Ces contrôles ont révélé :

- 1) le caractère non probant de certaines factures des garagistes et de certains documents de comptabilisation :** certaines de ces factures ne faisaient aucune référence au véhicule réparé et certaines pièces de comptabilisation étaient surchargées au blanco ;
- 2) l'attestation du « service fait » ne figurait sur aucune des factures des garagistes** et les documents d'achats des pièces de rechange montées sur les véhicules n'accompagnaient pas les factures de ces garagistes ;

- 3) **certaines pièces de rechange étaient facturées à des prix dépassant ceux des concessionnaires de ces véhicules.** Par ailleurs, l'Agence n'a pas bénéficié des remises de 15 % – 30 % que les concessionnaires ont signalées accorder sur tout achat de pièces de rechange ;
- 4) certaines pièces de rechanges facturées par les garagistes n'existaient pas, d'après les concessionnaires, sur les véhicules concernés.

ANNEXES

Annexe n° 1 Commentaires de l'Autorité Contractante sur le
Rapport Provisoire

Annexe n° 2 Réponse de l'Auditeur

Annexe n° 1 Commentaires de l'Autorité Contractante sur le
Rapport Provisoire

Annexe n° 2 Réponse de l’Auditeur